



DOSSIER

INÉGALITÉS POURQUOI LES RICHES ONT-ILS GAGNÉ ?

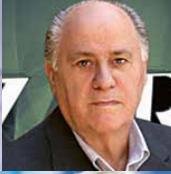
Parmi les 17 objectifs de développement durable à atteindre d'ici 2030, les 193 États membres de l'Organisation des Nations Unies (ONU) ont fixé en bonne place la réduction des inégalités de richesses, aux côtés de l'éradication de la pauvreté, de l'accès à la santé ou à l'éducation. Et pourtant, malgré ces engagements, les inégalités ont explosé ces dernières années. Jamais les riches n'ont été aussi fortunés alors que près de 3 milliards d'êtres humains vivent encore avec moins de deux dollars par jour. Dans notre pays, près d'un Belge sur six se situe sous le seuil de pauvreté, et pourtant les conditions d'accès aux filets de sécurité que sont les allocations chômage ou le revenu d'intégration sont de plus en plus strictes. Comment inverser la tendance ?

© Steve Corey

L'INÉGALITÉ DES CHANCES

Il y a bien une guerre de classes, mais c'est ma classe, celles des riches, qui fait la guerre et nous la gagnons. La citation vient de Warren Buffet, second homme le plus riche au monde et date de 2006. Depuis, dix années se sont écoulées et le milliardaire américain semble bien avoir eu raison. Mais comment les riches ont-ils gagné ?

Julien Collinet

BILL GATES 86 milliards \$	WARREN BUFFETT 75,6 milliards \$	JEFF BEZOS 72,8 milliards \$	AMANCIO ORTEGA 71,3 milliards \$	MARK ZUCKERBERG 56 milliards \$
				
CARLOS SLIM HELU 54,5 milliards \$	LARRY ELLISON 52,2 milliards \$	CHARLES KOCH + DAVID KOCH 48,3 milliards \$ chacun		

Les 8 hommes de la planète possèdent plus d'argent que 3,8 milliards de personnes.

À lui seul, Bill Gates possède 86 milliards de dollars. Warren Buffet 75,6 milliards. Jeff Bezos, le fondateur d'Amazon 72,8 milliards. Amancio Ortega (Zara) 71,3 milliards, Marc Zuckerberg (Facebook) 56 milliards... Ces montants atteignent de tels sommets, qu'il est impossible d'en mesurer la portée. À titre de comparaison, sachant que le revenu disponible¹ médian des Belges, correspondant en 2015 à 19 400 € par an, un Belge « moyen », sans patrimoine, si l'il n'avait absolument aucun frais (loyer, alimentation) devrait travailler sans répit pendant près de 3,8 millions d'années pour atteindre le niveau de fortune de Bill Gates. Et l'excentricité de ces richesses ne fait qu'augmenter. Les milliardaires étaient l'an dernier au nombre de 1 810. Ils sont aujourd'hui 2 043. En seulement un an, la valeur nette de leur fortune a augmenté de 18 %, soit 7,6 trillions de dollars !

Dans un rapport publié cette année, l'ONG Oxfam a calculé qu'à eux seuls, les huit hommes les plus riches du monde détenaient tout simplement autant de richesses que la moitié la plus pauvre du monde, soit 3,8 milliards d'êtres humains. Les milliardaires belges ne sont pas en reste. Albert Frère, l'homme le plus riche du pays, fort de ses 4,9 milliards d'euros, possède autant que 2,24 millions de personnes résidant en Belgique. Le second milliardaire du pays

n'est autre que Patokh Chodiev, actuellement impliqué dans le scandale du Kazakhgate.

La Belgique, un pays inégalitaire ?
En Belgique, les écarts salariaux sont relativement réduits relève pourtant François Ghesquière expert en inégalités sociales à l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (IWEPs). Il y a beaucoup de travailleurs affiliés à un syndicat dans notre pays. Cela permet de négocier les salaires de manière collective et non individuelle. Par rapport à la France ou à l'Allemagne, les écarts sont plus réduits dans notre pays. En effet, le coefficient de Gini, faisant figure de référence en matière de mesure des inégalités, place la Belgique dans la catégorie des « bons élèves ». Cet indicateur évalue les inégalités de salaire, de revenus et de niveau de vie par pays. Selon celui-ci, un État où l'égalité serait parfaite obtiendrait la note de 0, un pays totalement inégalitaire la note de 1. Avec 0,27, la Belgique se classe dans le peloton de tête, derrière le leader l'Islande, ou encore la Slovénie, la République tchèque et des pays scandinaves

comme le Danemark. Et entre 2004 et 2012, date de la dernière évaluation de la Banque Mondiale, la note Belge s'est améliorée de façon continue. Alors, pourquoi parle-t-on de hausse des inégalités ? Le coefficient de Gini agit en trompe l'œil. Celui-ci ne se base que sur les 10 % (décile) et 20 % (quintile) les plus riches. Hors c'est bel et bien la fortune des extrêmement riches, soit les 1 % voire 0,01 %, qui a explosé récemment et cet outil passe complètement à côté du phénomène.

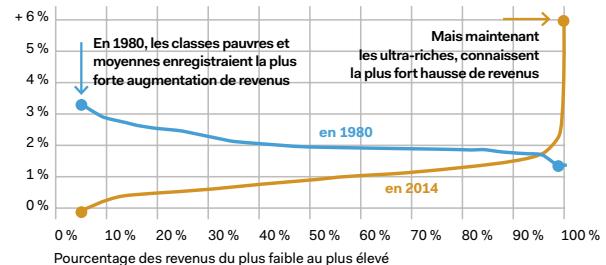
Thomas Piketty et Gabriel Zucman, économiste à l'Université de Berkeley et spécialiste des inégalités ont résumé ce phénomène en un graphique (voir ci-dessous). Dans les années 80, le revenu des 5 % les plus pauvres augmentait aux États-Unis de 3 % chaque année. De nos jours, il est en recul pour cette partie de la population. Lorsque l'on grimpe dans les classes sociales, le revenu augmente de façon progressive (alors qu'il diminuait il y a 20 ans) sauf pour les ... ultra-riches (à la droite du graphique) où les revenus ont littéralement explosé ces dernières années.

DOSSIER

Qui sont les tricheurs ?

La question de l'accroissement des inégalités s'explique en partie par le fait que les classes les plus aisées ne respectent pas les règles du jeu. Une étude du PTB publiée en juillet et basée sur les travaux du même Gabriel Zucman montre qu'en Belgique, un très riche fraude fiscalement 26 000 fois plus qu'un citoyen lambda. Les 0,01 % les plus riches, un peu plus de 1 000 personnes, fraudent annuellement chacun 5,3 millions d'euros, contre 201 € pour les 50 % des Belges les moins fortunés. Les dix premières fortunes possèdent pas moins de 266 filiales dans des paradis fiscaux. Par exemple les familles de Spoelberch, de Mevius et Van Damme (AB Inbev), en possèdent à elles seules 56 réparties dans 17 paradis fiscaux, tels que les îles Caïmans, le Panama ou les Bermudes. Pour l'auteur de l'étude, Marco Van Hees, député fédéral et ancien inspecteur des impôts, *il est important de cibler des cas concrets, des grandes familles, afin que les gens identifient les tricheurs et qu'ils ne voient pas que leur voisin qui touche le revenu d'intégration. Le problème de ces grandes fortunes, à l'image d'Albert Frère, c'est également que leurs revenus financiers sont cumulés dans des sociétés qui sont très peu taxées : alors que l'impôt normal des sociétés s'élève à 34 %, les plus grandes entreprises ne paient que 0,5 % à 3 %.* Comment expliquer le cas d'Arcelor Mittal qui, en 2010, a fait un bénéfice d'1,3 milliard d'euros et n'a payé que 496 € d'impôts ? L'élu pointe également le prix humain et écologique pour construire ces grandes fortunes. « La famille Emsens (3,3 milliards € de patrimoine) s'est enrichie grâce au commerce de l'amiante, via sa société Eternit. Ces gens ont tué des milliers de personnes à cause de leurs produits nocifs et on laisse leur fortune prospérer. La famille Boel (1,5 milliard €), anciennement active dans la sidérurgie à La Louvière a, elle, détruit l'environnement avec son ancienne usine d'engrais azotés et c'est la Région wallonne qui a dû engager 10 millions d'euros pour dépolluer les lieux.

ÉVOLUTION DES SALAIRES DEPUIS 34 ANS AUX ÉTATS-UNIS



En Belgique, 450 000 personnes bénéficient de l'aide alimentaire.



© Parti socialiste

DOSSIER

La finance au banc des accusés

Mais l'accumulation récente des richesses a, avant tout, été possible grâce à la financialisation de l'économie. L'origine de cette dernière est à chercher de l'autre côté de l'Atlantique. En 1974, la législation américaine a contraint les gestionnaires de fonds de pension à ne pas investir uniquement dans leur propre entreprise. Des milliards de dollars ont alors été injectés sur les marchés et les sociétés se sont lancées dans une course effrénée pour capter ces capitaux en augmentant la rémunération des actionnaires². Le modèle s'est ensuite exporté en Europe. Ainsi en Belgique, entre 1982 et 2009, les dividendes sont passés de 4 à 13 % par rapport à la masse salariale. Au Royaume-Uni, la part des bénéfices qui était versée aux actionnaires atteignait 10 % dans les années 1970, elle s'élève aujourd'hui à 70 %. Logiquement, cette redistribution s'est réalisée aux détriment des salariés et de l'investissement. *De temps où l'économie était encadrée par l'État, il fallait d'abord payer les travailleurs et ensuite les frais de fonctionnement. Il restait alors des bénéfices, soit pour rémunérer les investisseurs, soit pour être réinvesti afin de faire prospérer l'entreprise* analyse Felipe van Keirsbilck, secrétaire général de la Centrale nationale des employés (CNE).

MAIS À QUOI SERVENT LES IMPÔTS ?

Dans quel but l'État collecte-t-il les contributions de ses citoyens. Allant du financement d'un projet collectif, à la lutte contre les inégalités par la redistribution des richesses en passant par des moyens pour inciter ou freiner des comportements, les impôts restent pour le moment le moyen le plus efficace pour garantir un État social. Ce système de redistribution des richesses vers ceux qui en ont besoin et vers des projets collectifs, est souvent malmené et a mauvaise presse auprès des citoyens. Il nécessite l'adhésion de ses contribuables pour le rendre le plus efficace possible. Il est possible de le séparer en Belgique en deux grandes familles :

Les cotisations sociales sont financées par les cotisations sociales salariales (payées par l'employé sur son salaire brut à hauteur d'environ 13 %) et par l'employeur (payées par l'employeur sur le salaire global de l'employé, à hauteur de 24 %). Elles sont prélevées pour financer une contrepartie spécifique (la sécurité sociale), et ouvrir des droits à des prestations sociales : assurance maladie, chômage, pensions ...

Les autres impôts : impôts sur les revenus professionnels, sur le bénéfice des entreprises, revenus du capital mobilier, immobilier ainsi que la TVA, sont destinés à financer les missions régaliennes de l'État (police, justice, défense), ainsi que la politique sociale (Éducation, culture, transport et l'aide sociale qui inclut les allocations familiales, pour les handicapés, le revenu d'intégration...).

« Les actionnaires gagnaient de l'argent parce qu'ils prenaient des risques. Aujourd'hui, c'est une fable. »

Le phénomène s'est depuis inversé et est devenu incontrôlable. 2017 devrait battre tous les records. Selon les prévisions, les actionnaires des 1 200 plus grandes entreprises au monde cotées en bourse, recevront pas moins de 2 200 milliards \$ de dividendes. En France, les dividendes versés par les seules entreprises du CAC40 représentaient 55,7 milliards € en 2016 contre 43 milliards € en 2015. En Belgique, la situation est tout simplement ubuesque. Les entreprises du BEL 20, à savoir les 20 entreprises les plus importantes de la Bourse de Bruxelles, ont versé plus de dividendes (16,8 milliards €) qu'elles n'ont réalisé de bénéfices (15,3 milliards €). À titre d'exemple, le brasseur AB-Inbev a réalisé des bénéfices d'1,12 milliard d'euros et reversé 7,6 milliards aux actionnaires, soit près de sept fois plus. Quant à Engie, le bénéfice s'élève à 163 millions, alors que les dividendes montent à... 3,16 milliards d'euros, 1 935 % plus ! *Dans la logique capitaliste, les actionnaires gagnaient de l'argent, certes sans travailler, mais parce qu'ils prenaient un risque. La financialisation a conduit à ce que la priorité s'inverse* poursuit Felipe van Keirsbilck. *Les dirigeants garantissent d'abord de faire monter les actions ou les dividendes, au risque même de flinguer leur entreprise en empruntant ou en puisant dans les fonds propres. Aujourd'hui, dire que l'on prend un risque est devenu une fable.*

Lorsqu'on évoque la capitalisation boursière, on pense bien souvent aux fonds de pension. Ceux-ci permettent aux salariés, y ayant placé une partie de leurs économies, de se voir rétribuer une partie des bénéfices. Pourtant, le poids des fonds de pension a très fortement reculé. Au Royaume-Uni, ils détenaient 30 % des actions il y a trente ans, contre seulement 3 % en 2014. Les fonds spéculatifs sont, eux, de bien plus gros investisseurs. Mais alors qui possède des actions ? Selon les statistiques de la Banque nationale de Belgique, seuls 17,6 % des Belges investissent dans un fonds de placement pour un montant médian de 20 400 €. Et seuls 14,7 % des ménages sont titulaires d'actions, pour un montant médian de 5 100 €. Hors, ces actifs financiers se concentrent avant tout chez les plus riches. Les 20 % des Belges les plus fortunés possèdent des actifs pour une valeur médiane de 200 000 €, alors que dans les pays voisins, cette statistique est nettement moins frappante.

Face à ces inégalités, la fiscalité peut apparaître comme le meilleur outil afin de rééquilibrer la balance. Les impôts, de par leur caractère redistributif, sont un important correcteur (voir encadré). Toutefois, étant donné qu'en Belgique, la fiscalité est avant tout

LES ENTREPRISES DU BEL 20 DISTRIBUENT PLUS DE DIVIDENDES QU'ELLES NE FONT DE BÉNÉFICES

Source données : Romain Gelin, chercheur au Gresca

BEL 20	ABInBev	ageas	ENGIE	
Bénéfices	15 300 millions €	1 120 millions €	223 millions €	163 millions €
Dividendes	16 800 millions €	7 600 millions €	337 millions €	3 160 millions €

DOSSIER



basée sur le travail, celle-ci permet en premier lieu de redistribuer la richesse entre petits et gros salaires. Taxer davantage le capital pourrait être efficace, mais les capitaux sont aujourd'hui tellement mobiles, qu'il est extrêmement difficile de les capter. Ce type de mesures ne semble d'ailleurs pas apparaître dans les priorités du gouvernement. Dans une interview³, Charles Michel a assuré qu'il n'y aurait pas de cadastre des fortunes et se félicitait que la future taxation des comptes-titres à hauteur de 0,15 % était très modique. La priorité c'est d'augmenter les salaires et de réduire le temps de travail ajoute Felipe van Keirsbilck. Il y a aujourd'hui tellement de précarité que c'est extrêmement difficile de négocier en faveur des plus faibles. Avant la fiscalité, le premier outil, c'est de rétablir le rapport de force collectif des salariés.

Le mythe du ruisseaulement

De la part des partisans d'une économie néo-libérale, ces inégalités se justifient par la théorie du ruisseaulement. Selon eux, l'argent dont disposent les plus riches est toujours redistribué aux plus pauvres, car il est réinjecté dans l'économie via la consommation ou l'épargne. Toutefois, l'évolution récente montre bien que la tendance est à la pure accumulation. Le Fonds monétaire international (FMI) lui-même, affirme que le fossé entre riches et les pauvres freinait l'économie. L'OCDE, elle, assure que l'aggravation des inégalités survenue ces 25 dernières années a provoqué une perte cumulée de 8,5 % de PIB. L'épidémiologiste américain et spécialiste des inégalités Richard Wilkinson a, quant à lui, démontré que les inégalités sociales avaient des conséquences néfastes sur les plus pauvres, mais également sur les riches.

Mais si l'écart entre riches et pauvres s'élargit, y-a-t-il de plus en plus de pauvres ? En Wallonie, le taux de risque de pauvreté correspond à 60 % du revenu médian, soit 2 007 € net par mois pour un couple avec un enfant. Si cet indicateur augmente progressivement depuis plusieurs années, il est spectaculaire dans certaines catégories. Chez les 16-24 ans, il est passé de 15,3 % à 21,2 % entre 2011 et 2016. Mais d'autres données sont plus révélatrices souligne François Ghesquière de l'IWEPS. Par exemple, en Wallonie, la proportion de personnes qui n'a pas réussi à

payer une facture énergétique dans l'année a doublé ces dix dernières années.

Du côté des acteurs de terrain, on se méfie des statistiques. Selon ces éléments, on peut dire qu'il n'y a rien de catastrophique soutient Christine Mahy, secrétaire générale du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté. Mais les gens issus des classes sociales les plus défavorisées ne tirent, eux, aucun profit de la croissance économique. Et, même si dans les pays les plus pauvres, on passe d'1 \$ de revenus par jour à 2 \$, est-ce que ça les tirerait réellement de leur condition de pauvreté ? Je suis en contact avec une population croissante de ménages qui doivent se recomposer par contrainte économique. Des parents qui doivent davantage aider leur enfant, mais pas des étudiants, des enfants de 40 ans.»

Pauvre un jour, pauvre toujours ?

Il y a très peu de mobilité sociale en Belgique poursuit François Ghesquière, c'est-à-dire des personnes qui, une fois adultes, évoluent dans une classe sociale différente de celle de leurs parents. Selon les travaux du chercheur, un enfant de cadre supérieur a, en Belgique, 53 fois plus de chances qu'un enfant d'ouvrier de devenir cadre supérieur. Il y a une analyse et une vision tronquée de la pauvreté poursuit Christine Mahy. On pense que le débat est individuel et méritocratique. Comme si un individu était le seul responsable de son cheminement. Mais on devient ce que l'on est par son vécu, ses fréquentations etc. Si on devient riche et puissant, ce n'est pas parce que l'on s'est fait soi-même, il faut aussi chercher du côté du mariage, de l'héritage... Pour inverser cela, il faut à nouveau croire qu'il peut y avoir un combat de classe sociale. Dans une entreprise, c'est associer les ouvriers aux décisions, mais aussi aux ressources.

Une idée par forcément si extravagante. Dans une note publiée au mois d'août par Natixis, Patrick Artus, chef économiste de la banque d'affaires, s'inquiétait d'une possible révolte de salariés. Selon lui, elle trouverait son origine dans la flambée des inégalités dans les pays occidentaux, où la hausse des salaires n'a pas suivi celle de la productivité. Le réveil des salariés conduirait à une révalorisation des salaires provoquant un redressement de l'inflation, des taux d'intérêt profitant à l'ensemble des ménages, mais seraient défavorables aux détenteurs d'obligations. Alors, tous aux abris ?

1. Le revenu disponible correspond à l'addition des revenus salariaux, non salariaux (revenus du capital, loyers), des transferts sociaux et en retranchant les impôts et taxes.

2. Voir Financité Magazine N°37, « Finance et entreprises : la course contre la montre », Mars 2015.

3. La Libre Belgique, 31 août 2017.

DOSSIER

AMAZON, L'ENVERS DU DÉCOR

« Le génial patron d'Amazon », « le roi du monde ». La presse ne manque pas de superlatifs pour décrire Jeff Bezos. Pourtant, le fondateur d'Amazon a également reçu le titre de « Pire patron au monde » de la part de la Confédération syndicale internationale. Mais que se cache-t-il dans ses entrepôts ? Témoignage, très rare, d'un employé du géant américain.

Julien Collinet

Jean-François Bérot travaille chez Amazon depuis 2011. Il exerce à Saran, près d'Orléans, dans l'un quatre centres d'expédition français du site de vente en ligne. Théoriquement, les employés d'Amazon n'ont pas le droit de parler à la presse de leur travail. Il y a une clause dans notre contrat explique Jean-François. Mais je ne considère pas ça légal et puis je ne révèle pas de secret industriel. Il est aussi protégé par son statut de représentant du personnel, via le syndicat SUD-Solidaires. Avant, il était dans l'animation socio-culturelle. Je ne trouvais plus de temps plein. Au bout d'un moment, il faut bien payer les factures. Dans la région, il n'y a quasiment pas de boîte qui embauche les employés non qualifiés. Comme Amazon est le seul à recruter, on n'a pas le choix. Jean-François débute alors comme intérimaire pour le rush des fêtes de fin d'année, avant de signer un CDI. Dans son entrepôt, les employés effectuent plusieurs tâches, réception, emballage, expédition... Ce n'est pas le cas forcément ailleurs où les employés peuvent être monotâche, ce qui engendre une lassitude physique et morale.

« On nous explique qu'il faut baisser les salaires pour s'harmoniser au reste de l'Europe. »

« On plie les genoux 500 fois par jour » Parmi les fonctions les plus éprouvantes, le « picking » consiste à aller chercher des articles dans les kilomètres de rayons de l'entrepôt avant de les conditionner. Le picking c'est 100 à 150 articles par heure. Étant donné qu'un des enjeux d'Amazon réside dans la capacité de stockage, il positionne de plus en plus d'articles au sol. Normalement, c'est réservé aux colis qui ne tiennent pas debout. C'est un détournement de l'utilisation initiale. Sur les 7 heures de travail, on va plier les genoux 500 fois. Rien que depuis le mois



de janvier, on a eu 100 accidents de travail. La répétition des gestes provoque une usure physique. Après trois ans, on a très souvent des problèmes de dos, d'articulations, ça entraîne des arrêts de travail plus ou moins longs. Et après, on ne revient jamais à 100 %. Une tendinite, par exemple, ça ne guérit pas comme ça. Malgré tout, les employés sont tenus de respecter leurs objectifs de productivité horaire. Chez Amazon, tout est calculé. Cela entraîne un fort taux de départ. Rares sont ceux, qui tiennent plusieurs années. En France, le salaire de base chez Amazon est de 1 600 € brut. Mais une nouvelle grille salariale va entrer en fonction. Ce sera 1 500 € à l'embauche et le salaire maximum, obtenu après 24 mois d'ancienneté à 1 670 €. Avec des conditions de travail difficiles, les salariés ont tendance à perdre rapidement leur motivation. Amazon a donc peu intérêt à ce que ceux-ci restent longtemps dans l'entreprise, d'où l'hypothèse d'une si faible prime d'ancienneté. Dans un département où le chômage atteint 13 % selon l'INSEE¹, l'entreprise ne peine de toute façon pas à recruter.

Infantilisation des travailleurs

On nous explique qu'il faut baisser les salaires pour s'harmoniser avec le reste de l'Europe. Que dans les sites Amazon en Pologne, on travaille 10 h par jour, sans se plaindre. Et je ne parle pas de l'Inde où c'est 255 dollars. La culture d'entreprise, érigée sous la bannière « Work hard, have fun, make history » peut également avoir une forte tendance à l'infantilisation des travailleurs. Régulièrement, on leur propose de venir tous habillés d'une couleur, ou pour certaines fêtes comme Halloween, de se déguiser. En juin, Jeff Bezos le patron d'Amazon demandait aux internautes sur Twitter ce qu'il pouvait bien faire de sa fortune. Jean-François a son idée sur la question : Bezos s'il est numéro 1 au niveau fortune, il devrait être numéro 1 au niveau social. Il a 350 000 salariés. Il y a sans doute moyen avec autant d'argent de travailler vite et bien plutôt que vite et mal et payer ses employés décemment, ça tirerait les économies de ces pays vers le haut. ■

1. Institut national de la statistique et des études économiques.